

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE
SERVICES**



**TRANSPORT DE COLIS ENTRE LES SITES DE
L'URSSAF CAISSE NATIONALE, LES ORGANISMES
ET LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE
RECouvreMENT
4 LOTS**

Appel d'Offres Ouvert

N° de procédure : P2538-AOO-DSI

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

DEFINITIONS.....	3
ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD CADRE.....	4
ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L’ACCORD CADRE	4
ARTICLE 3 –FORME DE L’ACCORD CADRE.....	4
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L’ACCORD CADRE	5
ARTICLE 5 –MONTANT ESTIME DE L’ACCORD CADRE	5
ARTICLE 6 – DUREE DE L’ACCORD CADRE	6
ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 9 – PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION	7
ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES	8
ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE / CLAUSE DE REPRISE D’ACTIVITE	12
ARTICLE 13 – SUIVI ET CONTROLE DE L’ACCORD CADRE.....	14
ARTICLE 14 – PENALITE DE RETARD.....	14
ARTICLE 15 – PRIX DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 16 – REGIME FINANCIER	17
ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE	19
ARTICLE 18 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	20
ARTICLE 19 – RESPONSABILITE – ASSURANCES.....	20
ARTICLE 20 – RESILIATION	20
ARTICLE 21 – LITIGES	21
ARTICLE 22 – CONFLIT D’INTERETS	21
ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU C.C.A.G/.....	22

Ce document comporte 22 pages.

DEFINITIONS

En complément de l'article 2 du CCAG-FCS, chacune des expressions utilisées dans le présent document, y compris dans ses annexes, a la signification donnée ci-après :

« Accord-cadre » : désigne l'acte juridique conclu par l'UCN et le titulaire, prévu par l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique et l'article L. 224-12 du Code de la sécurité sociale. Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté par l'émission de bons de commande.

Un accord cadre distinct est conclu pour chacun des lots.

« Bons de commande » : désigne les documents écrits prévus par l'article R. 2162-13 du Code de la commande publique qui sont adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations décrites dans l'accord cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité dans les conditions prévues au présent accord cadre.

« Pouvoir adjudicateur ou UCN » : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – Personne morale de droit public, dont le siège social est situé à Montreuil (93100) et qui dispose de 8 sites en France métropolitaine :

- site de Biot : 750, avenue de Roumanille – Sophia Antipolis – 06410 BIOT
- site de Caen : 20, avenue Alfred Kastler – 14063 CAEN
- site de Lille : 13, rue Denis Papin – Parc d'activités des Prés – 59658 VILLENEUVE D'ASCQ cedex
- site de Lyon : 590, cours du 3^{ème} Millénaire – 69792 SAINT PRIEST cedex
- site de Marseille : 20, avenue Viton – BP 31 – 13274 MARSEILLE cedex
- site de Nancy : 12, rue du Bois de la Champelle – Parc d'activités du Brabois – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
- site de Nantes : 2-4, rue Coulongé – BP 12833 – 44328 NANTES cedex
- site de Toulouse : Avenue d'Atlanta – BP2152 – 31020 TOULOUSE cedex

Il est précisé qu'un déménagement du siège social est programmé au cours de l'exécution du marché vers la nouvelle adresse suivante : 68-70, rue de Lagny – 93100 Montreuil.

En cas de modification ou de déménagement de l'un de ces sites, les adresses exactes seront communiquées au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Le « Titulaire » : Attributaire et signataire de l'accord cadre retenu par l'UCN à l'issue de la procédure de marchés publics.

Les « organismes bénéficiaires » : Les URSSAF qui sont bénéficiaires des prestations commandées par l'UCN dans le cadre du présent accord cadre.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché public a pour objet le transport de colis entre les différents sites de l'UCN, les organismes et les partenaires de la branche recouvrement.

Le présent marché est alloti comme suit :

- **Lot 1** : Transport avec ramassage sur demande pour la France métropolitaine (dont la Corse) pour tout type de colis (de l'enveloppe à la palette)
- **Lot 2** : Transport avec ramassage sur demande pour les DOM pour tout type de colis (de l'enveloppe à la palette)
- **Lot 3** : Transport avec ramassage sur demande pour la France métropolitaine (dont la Corse) pour des colis de 30 kg et plus (palette)
- **Lot 4** : Transport avec ramassage sur demande pour les DOM pour des colis de 30 kg et plus (palette)

La description précise des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le présent document est commun aux quatre lots.

ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD CADRE

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Cette procédure est centralisée par l'UCN pour le compte des organismes locaux de la branche Recouvrement.

Cette coordination des besoins est prévue par l'article L. 224-12 du Code de la Sécurité Sociale, aux termes duquel « *les caisses nationales, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale peuvent passer, pour leur propre compte, celui des organismes locaux et celui des agences régionales de santé, des marchés ou des accords-cadres* ».

ARTICLE 3 –FORME DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il définit les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d'exécution de la prestation attendue.

Après la conclusion de l'accord-cadre, l'UCN, lorsqu'elle souhaite commander les prestations objet de la présente opération, passe des bons de commandes auprès du ou des titulaire(s) de l'accord-cadre retenu par l'UCN.

Conformément à l'article R. 2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commande sont émis sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités fixées à l'article 7 du présent accord-cadre.

Les bons de commande, émis sur le fondement de l'accord-cadre, sont notifiés au titulaire par l'UCN, pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE

Les documents qui constituent le présent accord-cadre et le contrat entre les parties, sont affectés d'un ordre de priorité, défini ci-après, permettant de statuer sur les contradictions éventuelles qui pourraient se faire jour à la lecture des documents.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, en cas de différence donc entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces derniers prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés :

- L'acte d'engagement complété, daté et signé pour chacun des lots ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°P2538-AOO-DSI dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°P2538-AOO-DSI dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Pour chaque lot, l'offre financière du titulaire formalisée dans le cadre de réponse financier ;
- Pour chaque lot, l'offre technique du titulaire formalisée dans le cadre de réponse technique ;
- L'annexe 1 de déclaration d'absence de conflit d'intérêts.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les dérogations au CCAG-FCS sont précisées à l'article 23 du présent CCAP.

ARTICLE 5 –MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Le montant de l'accord-cadre est estimé sur toute sa durée, à titre informatif, à 532 726,37 € HT soit **639 271,65 € TTC**. Décomposé comme suit :

- Lot 1 : 356 666,67 € HT soit 428 000,00 € TTC
- Lot 2 : 85 000,00 € HT soit 102 000,00 € TTC
- Lot 3 : 69 809,70 € HT soit 83 771,65 € TTC
- Lot 4 : 21 250,00 € HT soit 25 500,00 € TTC

Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

L'accord-cadre est conclu, conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum sur 4 ans de **639 271,65 € HT soit 767 125,98 € TTC sur toute la durée du marché**, décomposé comme suit :

- Lot 1 : 428 000,00 € HT soit 513 600,00 € TTC

- Lot 2 : 102 000,00 € HT soit 122 400,00 € **TTC**
- Lot 3 : 83 771,65 € HT soit 100 525,98 € **TTC**
- Lot 4 : 25 500,00 € HT soit 30 600,00 € **TTC**

ARTICLE 6 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de **1 an ferme** à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit **3 fois** pour la même durée de **1 an** sans que la durée totale de l'accord-cadre puisse excéder **4 ans**.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

En cas de non-reconduction de l'accord cadre, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de six mois.

L'UCN se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs accord(s) cadre(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

Les caractéristiques des prestations attendues sont spécifiées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières **n°2538-AOO-DSI**.

Toute communication, orale ou écrite, avec l'UCN doit être réalisée en français.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes selon les modalités suivantes :

L'UCN adresse les bons de commandes au titulaire par voie dématérialisée (plateforme du titulaire ou email, cette forme devant être confirmée par le titulaire.

L'UCN émet donc au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des commandes par référence au cadre de réponse financier du présent accord-cadre.

Quel que soit le support, les bons de commande comprennent au moins les mentions obligatoires suivantes :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- le cas échéant, le délai de livraison ;
- la désignation de la prestation commandée et sa consistance définie en fonction de l'unité de facturation adéquate ;
- Les dates de début et de fin des prestations ;
- Le montant total de la commande (HT et TTC)
- le lieu de prise en charge et de livraison
- Les prix H.T et TTC applicables par référence au cadre de réponse financier du titulaire.

En complément à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, les bons de commande sont signés par le Directeur de l'UCN ou son représentant.

Les délais fixés dans les bons de commande par l'UCN doivent être conformes aux délais fixés dans le C.C.T.P.

Toute livraison est faite à l'adresse précisée sur chaque bon de commande dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Une prolongation du délai d'exécution ou un sursis de livraison peut être accordée par l'UCN dans les conditions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à un an au plus.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

- Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.
- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par l'UCN ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions des articles 27 à 30 du CCAG – Fournitures courantes et services.

L'UCN dispose, d'un délai maximum de 15 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations, à compter de :

- la date de la livraison, pour les vérifications effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ;
- la date à laquelle le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées, pour les vérifications qui sont effectuées en dehors des locaux du pouvoir adjudicateur.

Tous les documents remis par le Titulaire à l'UCN sont rédigés en français.

En cas d'absence de décision donnée dans les délais visés ci-dessus, la prestation sera réputée admise.

Les décisions de réception avec réfaction, d'ajournement et de rejet sont motivées.

En cas de réception d'une décision d'ajournement, le titulaire dispose, d'un délai de 10 jour ouvré pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'UCN.

Si le titulaire fait des observations ou procède aux corrections demandées, l'UCN dispose d'un délai maximum de **15** jours ouvrés pour prendre une décision définitive.

Plusieurs documents peuvent faire l'objet d'une vérification groupée par l'UCN, dans les conditions prévues ci-dessus.

ARTICLE 9 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

L'UCN peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais précisés dans le bon de commande. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait du pouvoir adjudicateur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit informer l'UCN, par voie dématérialisée, des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Il dispose pour cela d'un délai de 15 jour ouvré à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

L'UCN notifie par voie dématérialisée au titulaire sa décision dans le délai maximum de **15** jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai maximal d'exécution défini dans le bon de commande et éventuellement prolongé.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite entre le titulaire et l'UCN dans les conditions définies ci-dessous.

10.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1.1 – Obligations liées à la profession

En tant que professionnel, le titulaire est tenu au strict respect des lois et réglementations en vigueur ainsi que des codes de déontologie s'ils existent.

A ce titre, il s'engage à ne soumettre à l'UCN aucune proposition qui serait contraire à ces textes.

Il doit par ailleurs, déployer tous les soins, le savoir-faire et la diligence nécessaires pour parvenir au résultat escompté et à la réussite de sa mission.

Il est investi tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, d'une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers l'UCN.

Le titulaire doit fournir à UCN l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer impérativement l'UCN en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations. En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par l'UCN.

10.1.2 – Obligation de confidentialité

Une information confidentielle désigne toute information, quel que soit la forme (orale, écrite, électronique ...) et quel que soit la nature, sur tout support propriété de l'UCN, communiquée au titulaire pour l'exécution des présentations du présent accord-cadre

Les informations et renseignements fournis par l'UCN, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par l'UCN, à l'issue de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'UCN à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'UCN à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'UCN, les organismes du recouvrement autorisés par l'UCN, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et par ses sous-traitants éventuels.

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'UCN lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'UCN se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

10.1.3 – Interlocuteurs techniques

10-1-3-1 Interlocuteur unique

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire informe l'UCN, de l'identité de l'interlocuteur unique.

Ce responsable doit être impérativement de profil au moins équivalent à celui présenté dans l'offre du titulaire. Il est l'interlocuteur privilégié de l'UCN tout au long de la durée de l'accord-cadre.

10-1-3-2 Garantie de continuité des prestations

Le titulaire garantit l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour l'accord-cadre, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

- En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, l'ensemble de l'accord-cadre ne pourra être remis en cause par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

- Le titulaire avertira l'UCN avec un préavis raisonnable, des périodes d'absence prévisibles (congés, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent accord-cadre et garantir ainsi le respect des délais d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçant(s), consistant en la transmission des connaissances, nécessaires à son (leur) intervention.
En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

10-1-3-3 Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'UCN notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent accord-cadre.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution de l'accord-cadre qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'UCN et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Les interlocuteurs privilégiés et les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'UCN ne les récusé pas dans le délai 30 jours à compter de la date de mise à disposition. Si l'UCN récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un remplaçant et en informer l'UCN.

A défaut de désignation, ou si un remplaçant est récusé dans le délai 30 jours indiqué ci-dessus, l'UCN se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

10.1.4 – Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en termes de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;

- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l'URSSAF UCN. Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire de l'accord-cadre ferait appel.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l'UCN, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'UCN.

En cas de manquements constatés sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, l'UCN pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

10.1.5 – Protection du système d'information

Le ou les titulaires et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'UCN (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.). Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'URSSAF UCN. Les documents applicables au sein de l'UCN sont communiqués au titulaire à la notification de l'accord-cadre et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information de l'UCN ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées de l'UCN).

Par ailleurs, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 232-3 du code pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;
- la tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;
- l'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de

façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution de l'accord-cadre.

10.2 – OBLIGATIONS DE L'URSSAF CAISSE NATIONALE

10.2.1 – Information

L'UCN s'engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d'exécution fixé dans le bon de commande.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'une prolongation de délai d'un bon de commande liée à un manque de diligence de l'UCN.

10.2.2 – Obligation de confidentialité

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 10.1.2 ci-dessus, l'UCN s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément des stipulations du CCAG en matière de protection des données personnelles, il est précisé que L'UCN pourra être amenée à collecter des données à caractère personnel au titre de la gestion administrative du présent Marché. Ainsi, l'UCN, en qualité de responsable de traitement, peut être amenée à collecter nom(s), prénom(s), fonction et adresse email professionnelle des représentants légaux du Titulaire et des interlocuteurs désignés par ce dernier pour la bonne exécution du Marché. Le Titulaire s'engage à ce titre à informer lesdites personnes du contenu du présent article.

Les données seront conservées pour la durée de Marché.

La collecte desdites données est réalisée pour les besoins strictement internes de l'UCN qui garantit au Titulaire le respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'ensemble des droits des personnes concernées, dont les données sont collectées, traitées et conservées (droit d'accès, droit de rectification, droit d'effacement, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données et droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle) doivent être exercés par ces personnes auprès du Délégué à la Protection des Données de l'UCN, par email à l'adresse [informatiqueetlibertes.UCN@UCN.fr] ou par courrier postal à l'adresse suivante : UCN, Informatique et Libertés, 36 rue de Valmy, 93108 Montreuil Cedex; en justifiant dans les deux cas de son identité conformément à l'article 77 du décret n°2019-536 du 29 mai 2019.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, l'intéressé peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Chacune des Parties garantit à l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union Européenne.

ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

12.1 – CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre de la prévention des discriminations et de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations au travail, le titulaire s'engage à mettre en œuvre, tout au long de l'exécution du marché, des actions favorisant la diversité et la non-discrimination au sein de ses effectifs, notamment

à travers la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ; le recrutement et le maintien de l'emploi de personne en situation de handicap ; ou encore la prévention des discriminations à l'embauche et dans la gestion de carrière.

Le titulaire s'engage à réaliser une fois par an (à la date anniversaire) à dresser un bilan de la démarche de progrès du titulaire en matière de diversité en indiquant les engagements qu'il aura entrepris dans le domaine de la diversité et de la lutte contre les discriminations à l'occasion de l'exécution du marché

Une fois par an, à la date d'anniversaire du marché, le titulaire transmet un bilan de sa démarche de progrès sociale, décrivant les actions menées et les engagements entrepris dans le cadre de l'exécution du marché.

12.2 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

La stratégie de développement durable s'inscrit dans la continuité des actions déjà entreprises à l'UCN.

Le titulaire sera apprécié sur sa détention de labels ou certifications environnementaux notamment le label Objectif CO2 délivré dans le cadre du programme « Engagements Volontaires pour l'Environnement des acteurs de la chaîne logistique et du transport de voyageurs » (EVE) ou démontrant un niveau de performance équivalent (fournir impérativement les attestations correspondantes.)

Il est souhaitable que le titulaire dispose d'une flotte de transport/flotte logistique dont les émissions de CO2 sont limitées.

Le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, et ce, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclologistique (ex. vélo cargo) pour le « dernier kilomètre » ;
- sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

Le titulaire transmet à l'acheteur, dans le cadre de son plan de progrès (sous format électronique facilement exploitable), le bilan annuel de l'évolution de sa flotte.

L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant. En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formés à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur, dans le cadre de son plan de progrès (sous format électronique facilement exploitable), les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc. En cas de sous-traitance de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

12.3 –PLAN DE PROGRES

Afin de favoriser la réduction progressive de l'empreinte carbone des prestations, le Titulaire élabore et transmet un plan de progrès annuel, à la date anniversaire de la notification du marché.

Ce plan devra inclure :

- Un **état des lieux** annuel comprenant :
 - La composition et la performance environnementale de la flotte mobilisée
 - L'organisation logistique, l'usage de solutions bas carbone, l'optimisation des tournées
 - Les formations des personnels (dont l'écoconduite)
- Les **objectifs de progression** réaliste et définit par le titulaire, portant sur
 - L'augmentation du pourcentage de livraison bas carbone
 - L'évolution de la flotte propre mobilisée
 - Le pourcentage du personnel formé à l'écoconduite

ARTICLE 13 – SUIVI ET CONTROLE DE L'ACCORD CADRE

Pour chaque bon de commande, l'UCN procède au suivi et au contrôle de l'exécution des prestations.

L'UCN peut émettre au cours de l'exécution d'une prestation, des observations ou recommandations et demander au titulaire que ces dernières soient prises en compte.

Si ce dernier refuse, il s'expose au risque d'une décision de rejet des produits remis et par conséquent à une décision de résiliation de l'accord-cadre.

En tout état de cause, tout ajustement demandé au titulaire par l'UCN doit être conforme aux prescriptions contractuelles.

Lorsque les prestations sont exécutées chez le titulaire ou ses sous-traitants éventuels, l'UCN a libre accès aux locaux de ces derniers.

ARTICLE 14 – PENALITES

14.1 – RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En cas de retard dans les délais d'enlèvement ou de livraison prévus aux CCTP, des pénalités de retard seront appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable. Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, ces pénalités seront calculées comme suit :

- Le taux journalier des pénalités est fixé à un centième (1/100) du montant HT des prestations en retard par jour calendaire de dépassement, calculé sur la base du prix des prestations concernées.
- Chaque retard constaté donne lieu à l'application de la pénalité journalière
- Après cinq (5) retards constatés sur la durée du marché, le sixième retard entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire complémentaire de 100 € HT, en sus des pénalités journalières.
- Au-delà, cette pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée à chaque nouveau retard constaté.

14.2 - MANQUEMENTS QUALITATIFS

En cas de non-conformité des prestations (erreurs de livraison, pertes de colis, détériorations, etc.), des pénalités spécifiques pourront être appliquées comme suit :

- **Erreur de livraison ou perte de colis** : Une pénalité de **100 € par incident** sera appliquée, en plus des indemnisations prévues aux articles concernant la responsabilité du transporteur.
- **Détérioration de la marchandise** : En cas de détérioration constatée, une pénalité de **100 % de la valeur déclarée du colis**, ou de la valeur de remplacement de la marchandise (si non déclarée), sera appliquée.

14.3 – NON-REMPLACEMENT DE L'INTERLOCUTEUR UNIQUE ET/OU DE L'UN DES MEMBRES DE L'EQUIPE DU TITULAIRE

Lorsque le titulaire ne procède pas au remplacement de l'interlocuteur unique et/ou de l'un des membres de l'équipe du titulaire, en cas d'absence de ceux-ci ou de récusation de ces derniers par l'UCN, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité, d'un montant forfaitaire de **100 €** par jour ouvré d'absence de ces derniers.

14.4 - MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES

Les pénalités appliquées seront déduites des factures mensuelles du titulaire, sous réserve des réserves ou litiges émis par l'UCN. Le titulaire sera informé des pénalités via un relevé détaillant chaque infraction constatée, avant la facturation mensuelle.

En cas de contestation du titulaire sur l'application d'une pénalité, celui-ci disposera d'un délai de **15 jours** à compter de la réception du relevé pour fournir des justifications auprès de l'UCN. Passé ce délai, les pénalités seront définitivement appliquées.

14.5 – RETARD IMPUTABLE A L'UCN

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'UCN, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'UCN sera constaté dans une attestation établie par l'ordonnateur de l'UCN laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel,
- définira la durée de la prolongation nécessaire du délai contractuel.

14.6 – PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET DU PLAN PROGRES

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 12 du présent CCAP, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 200 euros.

14.7 – PENALITES POUR NON-TRANSMISSION DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'UCN lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'UCN, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 100 du montant hors TVA du marché ou, à défaut du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

ARTICLE 15 – PRIX DES PRESTATIONS

15.1 – PRIX DE REGLEMENT

Les prestations sont réglées par application de prix unitaires, tels que fixés dans le cadre de réponse financier, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

A l'exclusion de la révision des prix visée ci-après, les prix fixés dans le cadre de réponse financier du présent accord-cadre, ne sont pas modifiables lors de l'émission des bons de commande.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit, notamment, des assurances, des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations.

Pour les lots 2 et 4, les taxes aériennes spécifique, frais douanes ou autre frais annexes seront facturées à la charge de l'acheteur, sur présentations des justificatifs.

Les frais de manutention, de transports et autres, qui naitraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

15.2 – SURCHARGE CARBURANT OU INDEXATION GASOIL

En raison des fluctuations du prix des carburants, une surcharge carburante pourra être appliquée par le titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- La surcharge carburant est indexée sur l'évolution des prix des carburants (gazole ou autres carburants utilisés par le titulaire). Elle pourra être réévaluée mensuellement en fonction de l'évolution des prix moyens constatés à la pompe.
- L'indicateur de variation du coût du carburant utilisé devra être publié par une source officielle (par exemple, le ministère de l'Économie ou toute autre source reconnue) et devra clairement être indiqué dans le CRF, ainsi que la valeur de l'indice et la formule de variation utilisée.
- L'indice utilisé devra rester identique tout au long du marché.
- Toute modification de la part du carburant dans le prix du transport concerné par la surcharge devra être communiquée à l'acheteur avec un préavis de 30 jours ouvrés. **Le % maximal pouvant être utilisé est 20%.**

La surcharge carburant s'applique exclusivement aux opérations de transport.

La surcharge carburant pourra évoluer à la hausse comme à la baisse.

15.3 – REVISION DES PRIX

La révision des prix intervient à chaque date anniversaire de la date d'effet de l'accord-cadre.

Le titulaire doit transmettre la demande de révision de prix **au plus tard 15 jours avant la date d'anniversaire de la date d'effet du marché.** A défaut, l'UCN se réserve le droit de refuser la révision de prix ; les prix actuels continueraient alors à s'appliquer. Le titulaire transmettra avec sa demande le cadre de réponse financier révisé. En cas d'absence de ce document, la demande sera considérée comme nulle et non avenue.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise limite des offres.

Les prix résultant de la révision sont appliqués sur les commandes émises à compter de la date d'anniversaire de la date d'effet du marché.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante : **$P = P_o [0,20 + (0,80 S / S_o)]$**

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix indiqué dans le cadre de réponse financier lors de la remise limite des offres

S = indice Ichtrev-Ts "- indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Transport, entreposage du mois au cours duquel la révision sera appliquée, publié par l'INSEE.

S_o = indice Ichtrev-Ts "- indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Transport, entreposage du mois de la remise des offres, publié par l'INSEE.

A compter de la deuxième revalorisation, les indices et les prix sont ceux utilisés lors de la précédente révision.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante : **$P = P_o [0,20 + (0,80 S / S_o)]$**

Dans laquelle :

P = nouveau prix révisé

P_o = prix indiqué dans le bordereau de prix de l'année N-1

S = indice Ichtrev-Ts "- indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Transport, entreposage du mois d'application de la révision de prix en année N-1, publié par l'INSEE.

S_o = indice Ichtrev-Ts "- indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Transport, entreposage du mois d'application de la révision de prix en année N-1, publié par l'INSEE.

Pour le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaire et final seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le titulaire notifie par lettre recommandée avec accusé réception ou remise contre récépissé, un nouveau cadre de réponse financier, en respectant un délai d'un mois maximum à compter de la date de parution de l'indice concerné. En cas d'absence de remise du bordereau révisé par le titulaire, ce dernier est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision pour l'année à venir.

Les prix résultant de la révision sont appliqués sur les commandes émises à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

15.4 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

En tout état de cause, chaque année, la révision des prix ne pourra pas entraîner une hausse de ceux-ci supérieure à **3%** lors d'une révision. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter les nouveaux prix et de résilier l'accord-cadre.

ARTICLE 16 – REGIME FINANCIER

16.1 – AVANCE

Par dérogation à l'article 11 CCAG-FCS, et sauf refus du titulaire formulé dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est égal à 5 % de chaque bon de commande supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à un an.

Lorsque le Titulaire du présent accord-cadre, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande public le taux de l'avance est porté à 10%.

16.2 – ACOMPTES

Des acomptes seront versés sur demande du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions réglementaires fixées aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

16.3 – LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Le paiement des prestations sera réglé à compter de la décision de réception prise par l'UCN dans les conditions définies plus haut.

16.4 – FACTURATION

Les factures afférentes au paiement seront établies mensuellement par le titulaire en un original distinctes par LOT (nous ne pouvons pas avoir plusieurs lots facturés sur une même facture) au compte ouvert au nom du prestataire, qui communiquera à l'UCN un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN, portant les indications suivantes :

- la référence de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- l'objet de la prestation concernée ;
- le/les livrables attendus ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C de la commande.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Monsieur le Directeur de l'UCN.

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent Comptable de l'UCN.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l'UCN la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membre de groupement à payer séparément.

Les entreprises titulaires ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct ont l'obligation d'adresser à l'UCN leurs factures par voie électronique, à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Les modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro sus-visé.

16.5 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, dans les conditions des articles R. 2192-12 à R. 2192-30 du Code.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

16.6 – MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Le titulaire communique à l'UCN un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN.

ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE

Chaque titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent accord-cadre qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par l'UCN.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre de l'accord-cadre, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'UCN de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les sous-traitants pourront être présentés à l'organisme contractant pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre ou en cours d'exécution.

En vue de leur agrément, le Titulaire transmet à l'UCN pour chaque sous-traitant les pièces suivantes :

- un formulaire DC4 à jour de la dernière réglementation dûment renseigné et signé (ou tout document équivalent) ;
- un K-bis ;
- une délégation de signature pour le Titulaire et le sous-traitant (si la personne signataire de la DC4 n'est pas visée dans le K Bis) ;
- une attestation de régularité fiscale au titre de la dernière année pour le sous-traitant ;
- une attestation relative aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales (attestation URSSAF dite " de vigilance" datant de moins de 6 mois) pour le sous-traitant ;
- une présentation des moyens techniques, humains, financiers et professionnels du sous-traitant.

Le délai de 21 jours prévu à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique, au-delà duquel le silence gardé par l'acheteur vaut acceptation implicite du sous-traitant, ne commence à courir qu'à compter de la date de réception de l'ensemble des pièces listées ci-dessus.

En application de l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant de premier rang a droit au paiement direct dès lors que les conditions d'acceptation et d'agrément sont satisfaites et que le montant de sa créance est d'au moins 600 euros TTC.

ARTICLE 18 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB **original** faisant apparaître les codes BIC/IBAN, et, selon les cas, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent accord cadre du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de l'UCN sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'UCN est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 19 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

19.1 – RESPONSABILITE

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

19.2 - ASSURANCE POUR « VALEUR DECLAREE »

Pour les prestations à bon de commande avec « valeur déclarée », le titulaire prendra l'initiative d'assurer la marchandise et exécutera avec soin et discernement les instructions reçues à cet effet. Les instructions du client doivent être dispensées de manière expresse.

Si le titulaire omet de souscrire l'assurance demandée et en cas de perte ou d'avarie de marchandise, il doit payer à l'UCN une somme égale à l'indemnité que celui-ci aurait dû normalement recevoir de l'assureur.

Le fait que la marchandise soit assurée ne fait pas disparaître la responsabilité contractuelle du titulaire. Le titulaire répond des dommages ou vols survenus dans ses établissements, et d'une façon générale, des fautes commises dans l'accomplissement des tâches matérielles ou administratives dont il a la charge.

ARTICLE 20 – RESILIATION

20.1 – RESILIATION UNILATERALE

Le présent accord-cadre peut être résilié, à tout moment, par l'UCN, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG FCS, qu'il y ait ou non faute du titulaire. La décision de l'UCN stipule la date à laquelle elle devient effective et en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, celle-ci sera motivée par l'UCN.

En l'absence de faute du titulaire, celui-ci a droit à être indemnisé du préjudice qu'il aurait subi, ainsi qu'il est prévu à l'article 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS susvisé.

20.2 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Outre les causes de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, l'UCN se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, après mise en demeure, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

1. en cas de non respect par le titulaire des obligations de confidentialité, tel que prévu à l'article 10.1.2 du présent CCAP ;
2. en cas de non respect par le titulaire des obligations de protection des données personnelles, tel que prévu à l'article 11 du présent CCAP ;
3. en cas de non respect par le titulaire des obligations relatives aux clauses environnementale, sociale et au plan progrès, tel que prévu à l'article 12 du présent CCAP
4. en cas de décision de refus de l'UCN des prix ajustés visés à l'article 15.3 du présent CCAP ;
5. en cas de décision de rejet par l'UCN, tel que prévu à l'article 8 du présent CCAP ;
6. L'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsque le titulaire en cause n'a pas apporté la preuve, dans un délai maximum de deux mois, après mise en demeure de l'UCN, de la régularisation de sa situation délictuelle au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du code du travail.
7. Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du code du travail.
Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le titulaire, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

8. D'une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le titulaire.

La résiliation ne pourra être prononcée si les fautes et/ou retards constatés résultent d'un cas de force majeure ou si le titulaire remplace tout ou partie des produits/prestations défectueux par des produits/prestations au moins équivalentes. Les frais d'échange (livraison, installation) avec les produits définitifs ou les frais nécessaires à la réalisation de la prestation définitive restent à la charge du titulaire.

ARTICLE 21 – LITIGES

Dans les cas où le présent accord-cadre donnerait lieu pour son interprétation ou son exécution à une action judiciaire, celle-ci serait réglée selon les dispositions du CCAG-FCS.

Les litiges, qui ne peuvent faire l'objet d'un règlement amiable sont soumis à la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Montreuil (93100).

ARTICLE 22 – CONFLIT D'INTERETS

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'UCN.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'UCN peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du présent marché.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU C.C.A.G /FCS

Les dispositions suivantes du présent C.C.A.P. dérogent aux clauses du C.C.A.G. FCS applicable :

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG/FCS

L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG/FCS